

Institut Schiller

Appel a constituer une COMMISSION ADHOC POUR UN NOUVEAU BRETTON WOODS

C'est en juillet 2000 qu'Helga Zepp-LaRouche, présidente de l'Institut Schiller, avait lancé un appel en faveur d'une réorganisation du système monétaire international, qui fut signé par des centaines de personnalités, dont d'anciens chefs d'Etat, des députés, dirigeants syndicaux, responsables de mouvements des droits civiques, dirigeants religieux, etc. Elle renouvelle aujourd'hui cet appel. Ce texte, suivi des noms des signataires, sera publié sur internet et dans différents journaux.

Le changement de paradigme de ces quarante dernières années, au nom duquel l'économie globale s'est progressivement détournée de la production pour privilégier la spéculation, se trouve maintenant dans sa phase finale : le système financier mondial est au bord de l'effondrement. Le produit national brut réel de l'économie mondiale (un peu plus de 40 000 milliards de dollars) doit supporter une bulle financière 50 fois plus grande : le montant annuel des transactions sur les seuls produits financiers dérivés dépasse 2 000 000 de milliards de dollars.

La faillite, peut-être imminente, de General Motors et, potentiellement, de l'ensemble du secteur automobile américain, n'est qu'un des facteurs susceptibles de provoquer la chute du dollar et, avec lui, du système financier global.

Pour protéger les populations des dégâts insupportables qu'entraînerait un krach incontrôlable du système, nous, les signataires, réclamons la convocation immédiate d'une conférence internationale visant à adopter une nouvelle architecture financière mondiale, dans la tradition du système de Bretton Woods tel qu'il fut conçu en 1944 par Franklin Roosevelt. Nous attirons l'attention sur le fait que Lyndon LaRouche est l'économiste qui a analysé le plus tôt et le plus rigoureusement les origines de cette crise économique, tout en proposant un train de mesures global pour la surmonter : un nouveau Bretton Woods.

Nous, les signataires, attirons également l'attention sur le fait que la Chambre des députés italienne a repris la proposition de Lyndon LaRouche en adoptant, le 6 avril 2005, une résolution invitant le gouvernement à promouvoir « la convocation d'une conférence internationale de chefs d'Etat et de gouvernement en vue de définir un nouveau système monétaire et financier plus juste ».

Afin de corriger les tendances négatives qui se sont développées depuis l'élimination des taux de change fixes par le président américain Richard Nixon en 1971 et qui, suite à la dissolution de l'Union soviétique et à la propagation d'une globalisation effrénée, ont mené au capitalisme vautour actuel, il est nécessaire de mettre en

œuvre les mesures suivantes.

La nouvelle conférence de Bretton Woods doit :

1. convenir d'un système de taux de change fixes,
2. interdire la spéculation sur produits dérivés dans le cadre d'un accord entre gouvernements,
3. prévoir une annulation ou une réorganisation complète des dettes,
4. procéder à l'émission massive de crédits publics qui seront investis dans les infrastructures de base et l'innovation technologique, permettant ainsi d'assurer le plein emploi,
5. décider la mise en œuvre d'un Pont terrestre eurasiatique conçu comme locomotive de la reconstruction économique mondiale ; ce grand dessein pourrait non seulement assurer un nouveau miracle économique, mais servir de fondement à un ordre de paix pour le XXIème siècle.
6. convenir d'un nouveau traité, dans l'esprit des traités de Westphalie, garantissant, au minimum pendant cinquante ans, l'exploitation et l'accès aux matières premières pour toutes les nations de la Terre.

Nous, les signataires, jugeons que le système de « globalisation », avec son capitalisme vautour, a échoué sur les plans économique, financier et moral. En son lieu et place, c'est à nouveau l'homme qui doit être au cœur de l'économie, celle-ci devant servir en premier lieu l'intérêt général. Le nouvel ordre économique mondial doit garantir les droits inaliénables de chaque être humain sur cette planète.

Ont déjà signé cette déclaration :

- Helga Zepp-LaRouche, présidente de l'Institut Schiller international
- Jacques Cheminade, président de Solidarité et Progrès
- Steffen Reiche, ancien ministre de la Recherche scientifique de l'Etat de Brandebourg, député (SPD) au Parlement de Postdam.
- Mario Lettieri, membre de la Chambre des députés italienne (parti d'opposition " la

- Marguerite ”), secrétaire de la commission des Finances, initiateur de la résolution pour une “ nouvelle architecture financière ” approuvée par la Chambre le 6 mars, tous partis confondus ;
- Alfonso Gianni, député italien (parti de l’opposition “Rifondazione Comunista”), membre de la commission des Affaires du travail;
 - Sando Delmastro Delle Vedove, député italien (Alleanza Nazionale), membre des commissions de la Culture et des Transports, Rome ;
 - Oscar Peterlini, sénateur italien du Parti populaire du Tyrol du Sud, membre de la commission du Travail, initiateur de plusieurs résolutions au Sénat appelant à un “ nouveau Bretton Woods ” ;
 - Tino Bedin, sénateur (Margherita) ;
 - Claus Noé, économiste, ancien secrétaire d’Etat allemand des Finances ;
 - Nino Galloni, économiste italien, directeur général du ministère des Affaires sociales, auditeur officiel de l’INPDAP (fonds de pension des fonctionnaires) ;
 - Giovanni Bianchi, député (“Margherita”), Commission des Affaires étrangères de la Chambre des députés ;
 - Alfiero Grandi, député (Gauche démocratique), vice-Président de la Commission des Finances de la Chambre des députés ;
 - Antonio Parlato, ancien sous-secrétaire du ministère italien du Budget, ancien député (Alleanza Nazionale), directeur de l’agence de presse *Iniziativa Meridionale* ;
 - Anna-Maria Stame Cervone, présidente de l’Internationale démocrate centriste des Femmes ;
 - Le professeur Sam Aluko, ancien conseiller économique en chef du Président nigérien ;
 - Jean Gahururu, conseiller en politique étrangère de l’opposition rwandaise en exil ;
 - Giovannino Santilli, directeur du département de l’Extrême-Orient au ministère italien des Activités productives ;
 - Wolfgang Hoderlein, membre SPD du Parlement de Bavière (Allemagne) ;
 - Heidi Lueck, membre SPD du Parlement de Bavière (SPD (Allemagne) ;
 - Me Giuseppe de Gori, avocat (conseil des démocrates-chrétiens dans le procès historique Moro-Brigades rouges) ;
 - Jacopo Venier, membre du secrétariat national du Partito dei Comunisti Italiani, directeur du département politique international du PdCI ;
 - Le professeur Natale Ammaturo, faculté de sociologie, université de Salerne ;
 - Le professeur Aldo Servidio, économiste, historien, écrivain ;
 - Le professeur Giulio Salierno, historien, université de Teramo ;
 - Pino Vecchio, journaliste, de la chaîne de télévision régionale *Teleambiente* ;
 - Francesco Gravetti, journaliste et expert en communications ;
 - L’Association politique et culturelle “ Il Raggio ” ;
 - Paolo Raimondi, président du Movimento Internazionale per i Diritti Civili—Solidarietà” ;
 - Me Tommaso Fulfaro, président de “ Per la sinistra ” (Pour la gauche), secrétaire général de “ Articolo 21 ”, association de défense de la liberté d’expression ;
 - Bruno Lisi, journaliste, directeur de l’agence de presse italienne *Agenparl* ;
 - Fritz Hermann, président de l’Organisation agricole unie du Danemark (LFO) ;
 - Erling Svendsen, président des Producteurs danois de blé ;
 - Tibor Kovats, économiste, ancien président de l’Association des réfugiés politiques hongrois ;
 - Szilvia Szegoe, économiste hongrois ;
 - Pavics Lazar, économiste hongrois ;
 - Habil Csaba Lentner, économiste, université de Sopron, Hongrie ;
 - Janos Drabik, avocat de Budapest ;
 - Lorant Kardy, économiste hongrois ;
 - Csaba Vass, Budapest ;
 - André Gerin, député-maire de Vénissieux, France ;
 - Le professeur Blagoje Babic, professeur de Finances internationales, Belgrade.
 - Gerard Charasse, député de l’Allier, France.

Je soutiens cet appel d’Helga Zepp-LaRouche
pour une Commission ad hoc en vue d’un nouveau Bretton Woods

Nom, prénom:

Titre, organisation

Adresse:

Tél.:..... adresse e-mail.....

Pour plus d’informations, contacter Christine Bierre au 06 16 44 96 08